

Nashat Guity (Ed.), *Women and Revolution in Iran*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Replica Edition », 1983, 312 p.

Andrée Roberge

Volume 16, numéro 4, 1985

L'ONU : quarante ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701949ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701949ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roberge, A. (1985). Compte rendu de [Nashat Guity (Ed.), *Women and Revolution in Iran*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Replica Edition », 1983, 312 p.] *Études internationales*, 16(4), 904–907.
<https://doi.org/10.7202/701949ar>

et en politique du Moyen Orient contemporain. Il n'est donc guère étonnant que le recueil commence par analyser les relations entre les États-Unis et Israël.

Bernard Reich de l'Université Georges Washington trace les origines du soutien que les États-Unis prêtent à l'existence d'Israël. Il cite des auteurs aussi variés comme Georges Ball, Jimmy Carter et Ronald Reagan afin de démontrer la solidité de cet engagement américain. Une de ses citations tirée d'Eugene Restow est significative :

It is unthinkable that the international community could stand idly by... if Israel were in danger of destruction. The moral and political convulsion which such an event would engender is beyond calculation. It could spell the end not only of the Atlantic Alliance, but of liberal civilization as we know it.

L'auteur ne prend pas ses distances par rapport à cette constatation dramatique bien qu'il puisse se souvenir que la civilisation libérale a bien survécu non seulement le refus de tous les pays libéraux de l'OTAN de rendre possible le pont aérien américain lors de la guerre de Yom Kippour en 1973, mais même la destruction d'un tiers du peuple juif dans les années 1940. Un autre fondement de l'engagement américain est la perception du caractère occidental d'Israël au milieu des dictatures militaires et régimes orientalo-fédéraux arabes. Or le caractère « occidental » d'Israël ne peut être pris pour acquis comme le suggère Myron Aronoff, de l'Université Rutgers, dont l'article traite de la polarisation politique en Israël. Bien que la polarisation est multidimensionnelle – elle ne peut point accommoder les concepts européens de « droite » et « gauche » – une des questions-clés est précisément le caractère de la civilisation israélienne dont les origines modernes reflètent la domination culturelle et politique des Juifs de l'Europe de l'Est dans la société israélienne. Contestée par le nombre croissant de courants politiques israéliens, cette “ *Israel created in Labor's European image* ” est certes en voie de disparition. Mais laquelle de ces options culturelles dominera vers la fin de ce siècle, l'avenir le dira.

L'article de Zeev Schiff sur les relations entre l'armée et le gouvernement dans la démocratie israélienne, demeure parmi les contributions, une des plus perspicaces. Il commence par souligner que les clichés habituels – les généraux porteurs de valeurs de la droite et les civils dévoués au libéralisme de gauche – ne s'appliquent pas en Israël. La tension entre le pouvoir et l'armée est un phénomène relativement récent mais, comme le précise Schiff, les rôles sont souvent renversés par rapport au scénario traditionnel. C'est souvent les militaires professionnels qui exposent comme vides les excès de rhétorique anti-arabe dont pèchent certains leaders gouvernementaux.

Même la guerre au Liban menée par le ministre de la défense Sharon et le chef de l'État-major Eitan à l'insu et parfois en contradiction avec les décisions du gouvernement n'a pas produit un « putsch ». Le gouvernement s'est trouvé isolé des forces armées par la duplicité de Sharon qui a effectivement cessé d'exercer le contrôle civil de l'armée, tout en gardant intacts les institutions démocratiques du pays.

Le recueil contient des essais sur les partis religieux en Israël, sur la question de la bande de Gaza et de la Judée et la Samarie dans la politique israélienne et trois différentes analyses de l'économie du pays. Ainsi le recueil remplit bien son rôle de mise à jour et de prospective à court terme.

Yakov M. RABKIN

*Institut d'histoire et de
sociopolitique des sciences
Université de Montréal*

NASHAT Guity (Ed.), *Women and Revolution in Iran*. Boulder (Col), Westview Press, Coll. “ A Westview Replica Edition ”, 1983, 312p.

Cet ouvrage regroupe les contributions de 15 auteurs de formations diverses. L'analyse de la situation des femmes iraniennes est abordée selon les approches particulières de l'histoire, de l'anthropologie, de la littérature et des sciences économique, politique et religieu-

se. Rassemblés en trois sections, les articles de ce recueil portent sur la participation des femmes à la révolution, les motifs imputés à leur contribution et le sort qui est maintenant le leur.

Pourquoi se restreindre à l'action et au destin des seules femmes, à l'exclusion d'autres groupes, dans le renversement en 1979 du régime politique du Shah Mohammad Reza Pahlavi? Parce que perçue de l'extérieur, cette adhésion des Iraniennes au mouvement révolutionnaire laisse perplexe. Ne sont-elles pas les grandes perdantes de cette aventure momentanément exaltante? Confrontée à ce paradoxe, Nashat Guity, historienne et éditrice de ce collectif, entreprend de résoudre un double problème. D'abord, élucider l'apparente contradiction entre la participation dynamique des Iraniennes et le rôle passif et soumis que leur prête et leur assigne la tradition. Puis, expliquer le mécontentement de ces femmes envers un régime dont les prescriptions semblaient pourtant viser l'amélioration de la condition féminine. Ces difficultés et leur résolution servent de fil conducteur à l'ensemble des contributions. Pour bon nombre des auteurs, il ne fait aucun doute que la quasi-totalité de ces femmes se sont lancées dans cette lutte en tant que citoyennes, qu'Iraniennes, et non en tant que revendicatrices de leurs droits, c'est-à-dire en tant que femmes.

Publié et distribué aux États-Unis, on peut penser que cet ouvrage s'adresse avant tout aux Américains. Il importait, peu après la libération des otages américains en Iran, de fournir à une population ulcérée, une vision plus nuancée des Iraniens que celle offerte par les media d'information américains. Doit-on attribuer à cet empressement la retenue, dans un ouvrage par ailleurs fort valable, de contributions qui pèchent par leur faiblesse analytique ou logique ou qui reprennent tour à tour et sans le bénéfice d'un éclairage nouveau, des faits et gestes déjà largement commentés. Dans la même veine, il faut souligner qu'un travail d'édition plus minutieux aurait permis de repérer l'usage répété de vocables étrangers auxquels nulle traduction n'est apportée. À cet effet, un glossaire aurait été fort bienvenu. Outre ces quelques irritations, le recueil per-

met d'appréhender comment une révolution, si populaire soit-elle, ne peut faire l'économie d'un consensus sur un plan de société arrêté.

Sans détailler inutilement les mérites respectifs de ces nombreuses collaborations, il est possible de dégager les principaux apports de chaque section. En première partie, une histoire de la région (sinon du pays) brossée à grand traits est amenée comme preuve de l'existence première de l'oppression de la femme, oppression que l'Islam serait venue après coup confirmer ou même parfois mitiger. De là, on procède au rapide examen de la construction historique du rôle et du statut réservé à la femme selon les enseignements de l'Islam. Bref, le Coran est soumis à la question quant à sa responsabilité dans l'infériorisation de la femme. Selon les convictions religieuses ou les analyses de texte, il est tour à tour timidement incriminé ou ardemment défendu. Cette guerre de citations et d'interprétations n'est pas sans rappeler celle que se livrent les théologiens traditionalistes et féministes chrétiens. Les hésitations et les détours de l'argumentation donnent le plus souvent à penser que les auteurs évitent de pousser leurs analyses jusqu'à leur conclusion logique, conscients du regard critique de l'infidèle ou de l'étranger. Il s'agit de valoriser la tradition islamique et non de fourbir les armes de l'adversaire. Néanmoins, pour reprendre le propos d'Adèle et d'Amir Ferdows (p. 65), les lois établies par les dirigeants politiques d'obédience chi'ite, lois fondées sur les textes des sages et sur le Coran, proposent non pas tant un « double-standard » sexiste, mais plutôt un point de vue unique, celui de l'homme.

En deuxième partie, les auteurs se penchent sur les motifs qui ont amené des femmes de classes, de milieux (rural ou urbain) et de générations variés à s'opposer d'un commun effort au Shah. On s'entend généralement pour avancer que seules les étudiantes politisées ou les femmes de la bourgeoisie, éduquées à l'étranger, pouvaient au départ saisir, sinon les véritables enjeux de la lutte politique du moins l'éclatement à moyen terme de l'ordre social. Les couches moyennes et urbaines de la population étaient à même de réaliser l'appauvrissement du pays en dépit des revenus générés par l'exploitation des gisements

pétrolières. La population (majoritaire) des bas quartiers et de la campagne aurait lentement pris conscience de la corruption et de l'incurie du régime, grâce à la circulation de l'information à l'intérieur des réseaux de parenté. Illettrées ou peu rompues au décryptage de l'information en provenance de l'État, plusieurs femmes se seraient rangées aux arguments de parentes plus favorisées.

Mais, en dernière instance, l'escalade de la répression par le régime en place et la dénonciation de plus en plus ouverte du gouvernement par le clergé auraient amené, à descendre dans la rue, des femmes en toutes autres circonstances, soucieuses de n'y point être remarquées. Soigneusement recouvertes du tchador (voile), regroupées entre elles et flanquées de parents de sexe masculin, ces femmes, autrement enfermées chez elles, pouvaient déambuler dans la rue grâce à la dispense des mollahs (religieux). Cette audace des femmes était du coup délestée de toute portée contestataire, puisque le clergé la sanctionnait à titre de devoir religieux, la rendant exceptionnellement acceptable. En ce qui concerne l'adoption soudaine du voile par des segments de la population féminine urbaine et favorisée, on l'explique sur deux plans. Fort pratique pour déguiser le port d'arme et dissimuler l'identité des membres des groupes révolutionnaires, il a été endossé, par ailleurs, comme symbole de la résistance opposée au Shah, dans sa tentative d'occidentaliser le pays.

Il est facile de comprendre que la majorité des femmes, peu ou pas informées de la protection et des avantages offerts par les nouvelles lois instituées par le régime Pahlavi, ne craignaient pas la perte de mesures à peine mises en application. Les femmes scolarisées et de milieu aisé qui bénéficiaient de ces mesures et même les militantes révolutionnaires et féministes n'ont pas soupçonné les intentions réelles que nourrissaient à leur égard, les autorités religieuses. Ces dernières ont su mobiliser à leur profit les énergies contestataires des diverses couches de la population en évitant de préciser leur projet de société. Cette imprécision calculée permettait, de l'avis des auteurs, aux différents groupes de femmes

d'effectuer une lecture des événements et des déclarations des ayatollahs conforme à leurs aspirations.

La troisième et dernière partie est consacrée à l'examen des répercussions pour les femmes de l'instauration d'un régime étatique islamique. Les anthropologues et la journaliste auxquelles il a été donné d'observer sur place les premières interventions du clergé, s'entendent pour signaler – déjà en 1981 – le caractère essentiellement répressif des dispositions législatives prises envers les femmes. La place et les droits de la femme se limitent au privé et sont dictés par sa nature même. Ces droits, sous leur dictée, se traduiraient de fait en devoirs : ceux d'enfanter pour la continuité de l'Islam et de satisfaire aux besoins sexuels et matériels des hommes, leurs supérieurs intellectuels et moraux. C'est ainsi qu'on a renversé les lois et programmes favorables à l'émancipation de la femme, oeuvre du précédent régime. Dorénavant les filles pourront de nouveau être données en mariage à l'âge de 13 ans et s'engager dans une union muca dès leur neuvième année. Cette forme d'union matrimoniale, qui se différencie de la forme traditionnelle, entre autres, par sa durée limitée et ses ententes monétaires, est considérée par plusieurs comme une prostitution déguisée. Le régime encourage à nouveau la polygynie, met des entraves à la planification des naissances, interdit l'avortement, impose le voile, réduit l'accès des femmes au marché du travail et allège le contenu des programmes scolaires réservés aux filles.

Face à cette oppression systématique les femmes prises par surprise n'ont ni les moyens économiques, ni les dispositions psycho-sociologiques pour s'opposer ouvertement à la brutalité des autorités en place. De nombreux témoignages, en provenance de tous les milieux, semblent toutefois démontrer que leur perception de l'Islam ne concorde aucunement avec les interprétations qu'en donne les religieux au pouvoir.

L'intention sous-tendant cet ouvrage n'est certes pas sans intérêt et les informations apportées se révèlent précieuses, vu l'isolement dont souffre présentement l'Iran. Néanmoins, une confrontation plus systématique

des idéologies et une vision plus théorique des mécanismes sous-jacents auraient été de mise.

Andrée ROBERGE

*Département de sociologie et anthropologie
Université Laurentienne*

CHINE

HO, Samuel P.S. et HUENEMANN, Ralph W. *China's Open Door Policy: The Quest for Foreign Technology & Capital*. Vancouver, the University of British Columbia Press, Coll. « A Study of China's Special Trade », 1984, 285 p.

Écrire un livre sur la politique d'ouverture de la Chine est une entreprise difficile. L'actualité du sujet, mais aussi la rapidité des changements, les soudains revirements et le secret qui entoure les décisions du gouvernement chinois font que l'interprétation des faits n'est possible qu'après un long travail de recherche, et la cueillette d'une multitude d'informations à travers un nombre considérable de périodiques, de journaux ou d'entrevues.

Dans ce sens, la lecture du livre de Samuel P.S. Ho et de Ralph W. Huenemann doit se faire en tenant compte de l'avertissement des auteurs précisant que leurs observations s'arrêtent en octobre 1983, soit plus d'un an avant la publication. Cette observation n'est certainement pas une contrainte pour le lecteur moyen, mais elle s'avère importante pour celui qui chercherait une information pratique et fidèle à l'actualité chinoise. Comme chacun le sait, l'année 1984 fut fertile en changements politiques, économiques et légaux en ce qui concerne la politique « d'ouverture sur l'étranger ».

Précisons immédiatement que le chapitre sur les « nouvelles » institutions, l'annexe A sur les lois et les règlements, ainsi que la question de Hong Kong, telle qu'elle est soulevée par les auteurs à la fin du volume, perdent de leur actualité. Comme ils le souhaitent d'ailleurs, la question de Hong Kong a été solutionnée très rapidement. Plusieurs nou-

velles institutions sont venues combler certains des vides et des manques identifiés par les auteurs. Enfin, une nouvelle législation concernant les investissements étrangers, les zones économiques spéciales et les villes côtières, les exportations et les brevets fut adoptée à l'automne 1984.

Pour revenir au contenu du livre, la thèse principale des auteurs est que, si l'ouverture de la Chine sur l'étranger ne se réalise pas aussi rapidement qu'on l'aurait cru, c'est que ce phénomène est lié à des facteurs socio-économiques internes. Facteurs qui régularisent le rythme de croissance et par conséquent, l'introduction des technologies occidentales, aussi bien que les capacités d'exportation du pays. Or, malgré le bien-fondé de l'hypothèse et l'originalité de l'argumentation, force nous est de constater un certain empirisme quant à l'analyse des conditions internes auxquelles les auteurs se réfèrent. Leurs observations manquent souvent de profondeur historique, sociologique ou économique, de sorte que l'on est difficilement convaincu de la justesse de l'hypothèse.

Ce manque de profondeur apparaît, par exemple, dès les premières pages du volume, lorsque les auteurs se contentent d'expliquer l'origine de la politique de la « porte ouverte » par une rupture d'avec la politique « d'auto-suffisance », qui avait atteint un « romantisme absolu » lors de la Révolution culturelle. Il est surprenant que les auteurs ne mentionnent ni la rupture sino-soviétique, ni les expériences néfastes de la fin du siècle dernier, ou n'établissent aucun parallèle entre la politique actuelle et celles adoptées par les prédécesseurs du PCC, l'empire Qing et le Parti nationaliste. À notre avis, quelques pages sur le sujet auraient suffi pour démontrer que la politique de « la porte ouverte » n'a rien d'une décision spontanée et diachronique, mais qu'elle est plutôt le résultat d'un long mûrissement historique et socio-économique.

Dans les chapitres qui suivent, les auteurs nous livrent les résultats d'une série d'enquêtes menées auprès de différents types d'« *Equity Joint Ventures* », dont: le « *Fujian-Hitachi Television Company LTD.* », le « *Beijing Radio Factory* », les ententes entre